



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

**Europe centrale
& pays baltes**

Veille régionale
du pôle

Développement durable

Février 2024

Sommaire

Focus – situation géopolitique	3
Sécurité et souveraineté énergétique.....	3
Fonds et politique européenne	3
Tensions sur la prolongation de l'accord de libéralisation du transport routier UE-UA.....	4
Autres faits saillants	5
POLOGNE	5
HONGRIE.....	8
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	10
SLOVAQUIE.....	12
LITUANIE	14
LETTONIE	15
ESTONIE	16
Agenda.....	18

300 MW

Capacité de
production solaire
raccordée au réseau
électrique letton fin
2023, soit 3 fois plus
que fin 2022

Focus – situation géopolitique

Sécurité et souveraineté énergétique

Critiques autour de la surtaxe allemande sur les réexportations de gaz

Lors du Conseil énergie du 4 mars, **la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie et l'Autriche, ont soulevé, auprès de la Commission européenne, la problématique de la surtaxe allemande sur les réexportations de gaz qui vise à couvrir les coûts liés au stockage en Allemagne.** Ils considèrent celle-ci comme une barrière au marché intérieur mettant en danger la diversification vis-à-vis de la Russie en renchérissant les autres voies d'approvisionnement. Depuis le mois d'octobre 2023, **la Tchéquie reçoit du gaz transitant par la Slovaquie, en provenance vraisemblablement de Russie,** et redevenu moins cher du fait de la taxe allemande. CP du ministère tchèque de l'Industrie et du Commerce : [MPO](#)

Premiers investissements de MOL en Slovaquie pour diminuer la dépendance de sa raffinerie au pétrole russe

La raffinerie slovaque Slovnaft (groupe hongrois MOL) a soumis mi-février l'étude d'impact environnementale relative à son **investissement de 10 M€ pour la modification de ses équipements de distillation.** Ceux-ci permettent la séparation de différents produits tels que le gaz, le naphta et l'essence et sont paramétrés pour le pétrole russe « lourd ». Cet investissement devrait donc permettre de **traiter le pétrole en provenance de différents pays en maintenant la capacité de production.** Les travaux devraient être réalisés au deuxième trimestre 2024. Il s'agit de l'un des premiers grands investissements, d'une enveloppe globale évaluée à 200 M€, pour **diminuer la dépendance de Slovnaft au pétrole russe.**

Le développement rapide du photovoltaïque en Lettonie

Selon les données de l'opérateur public « Sadales Tikls », fin 2023 **la puissance installée des centrales solaires raccordées au réseau électrique a atteint désormais 300MW, soit trois fois plus que fin 2022.** Fin 2023, 700 centrales électriques solaires et 19 000 micro-installations étaient raccordées au réseau. Environ 53 % de l'énergie électrique photovoltaïque produite provenait des micro-installations. Cependant, malgré le développement rapide du solaire, la génération de l'électricité par des panneaux solaires ne représente qu'environ 2% de la production totale d'énergie électrique en Lettonie (128GWh).

Fonds et politique européenne

Nouveaux fonds débloqués dans le cadre du plan de relance tchèque

La Commission européenne a donné un avis préliminaire positif à la demande de paiement soumise par la Tchéquie pour les 2^{ème} et 3^{ème} tranches de son plan de relance (PNRR). C'est 702 M€ de subventions qui devraient ainsi être versées au pays. Ce décaissement reposait sur l'atteinte de 14 cibles et 14 jalons portant sur la transition verte, la transformation numérique, la recherche et l'innovation, l'économie circulaire, la santé et la modernisation de l'administration publique. CP du Ministère de l'Industrie et du Commerce : [MPO-PNRR](#)

Tensions sur la prolongation de l'accord de libéralisation du transport routier UE-UA

La poursuite de l'accord relatif à la libéralisation du transport routier UE-UA est un sujet de préoccupation clé pour les Polonais, qui souhaitent voir ajustés les principes de sa reconduction. Le 5 février, Dariusz Klimczak, ministre polonais de l'infrastructure, et Marius Skuodis, ministre lituanien des transports et des communications, se sont rencontrés à Varsovie. Le sujet majeur de cette réunion a été le **fonctionnement de l'accord de libéralisation du transport routier entre l'Ukraine et l'UE**, qui a suscité des manifestations de transporteurs polonais et lituaniens. Ils ont également abordé la coopération bilatérale actuelle, l'état d'avancement des projets ferroviaires et routiers communs et les questions liées aux relations des deux pays avec l'Ukraine.

Autres faits saillants

POLOGNE

Nominations au sein du gouvernement Tusk et supervision des grandes entreprises publiques

Début février, **Krzysztof Bolesła** a été nommé secrétaire d'État au sein du ministère du climat en charge du **département de l'électromobilité et de l'hydrogène, ainsi que des fonds européens**.

Le 27 février, **Piotr Otawski** a été nommé **Directeur général de la protection de l'environnement (GDOŚ)**. Après des études de droit, il a été adjoint au Directeur général de la protection de l'environnement et entre, 2014 et 2015, il a occupé le poste de sous-secrétaire d'État au Ministère de l'environnement et conservateur de la nature en chef.

Le 6 février, la ministre du climat et de l'environnement Paulina Henning-Kłoska a nommé 3 nouveaux vice-présidents du Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (NFOŚiGW) : **Robert Gajda, Paweł Augustyn** et **Józef Matysiak**.

Le 7 février, la ministre du Climat et de l'Environnement a supprimé par décret le poste de plénipotentiaire du ministre du climat et de l'environnement pour la présidence polonaise du Conseil de l'UE, mis en place par le précédent gouvernement en septembre 2023. À cette époque, ces fonctions avaient été confiées à Sebastian Barkowski, auparavant plénipotentiaire du ministre du climat et de l'environnement en charge de la coopération internationale en matière de climat et d'énergie.

En février et en mars, plusieurs changements ont eu lieu à la tête de grandes entreprises publiques des secteurs de l'énergie et de l'infrastructure :

En ce qui concerne le secteur de l'énergie, ont été révoqués : Daniel Obajtek, président de PKN Orlen, Paweł Majewski, président d'Enea, Tomasz Cudny, président de Jastrzebska Spółka Węglowa, Marcin Chłodziński, président de Gaz System, Mateusz Berger, président de Centrales Nucléaires Polonaises (PEJ), Wojciech Dąbrowski, président de PGE, Tomasz Zdzikot, président de KGHM et Tomasz Rogala, président du Groupe Minier Polonais (PGG).

Grzegorz Kinelski a été nommé président d'Enea. **Sławomir Hinc** a été nommé président de Gaz-System. **Grzegorz Lot** a été nommé président de Tauron. **Grzegorz Onichimowski** a été nommé président de PSE. **Dariusz Marzec** a été nommé président de PGE. **Andrzej Szydło** a été nommé président de KGHM et **Leszek Pietraszak** a été nommé président du Groupe Minier Polonais (PGG). Pour les autres entreprises, des présidents par intérim ont été nommés.

En ce qui concerne le secteur de l'infrastructure, ont été révoqués : Ireneusz Merchel, président de PKP PLK et Stanisław Wojtera, président d'Aéroports Polonais (PPL). Début février Dariusz Seliga, président de PKP Cargo et Marek Olkiewicz, directeur opérationnel, ont été révoqués de leurs fonctions « pour des raisons sérieuses ». **Maciej Jankiewicz**, jusqu'alors directeur financier de PKP Cargo, a été nommé président par intérim.

Les **grands ports polonais** sont également concernés par le changement de leur direction. Le 6 février à Gdańsk, le conseil d'administration du port a révoqué son président Łukasz Malinowski et ses vice-présidents, pour nommer **Krzysztof Kaczmarek** président par intérim. Il était précédemment président du conseil de surveillance de la Zone économique spéciale de Poméranie. Ce même jour, à Gdynia, le président du port Jacek Sadaj et ses vices-présidents ont été révoqués. **Krzysztof Dobrowolski** (membre du conseil de surveillance) a été désigné président par intérim. A Szczecin-Świnoujście, le président du port Krzysztof Urbaś avait été démis de ses fonctions fin janvier.

Financements

NFOŚiGW prévoit tripler le budget du programme « Énergie pour les zones rurales » d'1 Md PLN (232 M€) à 3 Mds PLN (697 M€), dont 1 Md PLN (232 M€) pour les prêts et 2 Mds PLN (465 M€) pour les subventions. Les bénéficiaires du programme seront toujours les coopératives énergétiques et les agriculteurs. Ils pourront demander un cofinancement pour l'implantation

de sources d'énergie renouvelables couplées à des installations de stockage d'énergie et situées dans les municipalités rurales et rurales-urbaines. Un montant supplémentaire de 1,5 Md PLN (348 M€) sera affecté au programme « Cogénération pour l'énergie et l'industrie », qui offre des subventions pour la construction ou la conversion de grandes unités de production.

Énergie

Le 20 février, le gouvernement a adopté le décret **sur l'établissement du ministère de l'Industrie à Katowice à partir du 1^{er} mars**. Le nouveau ministère reprendra au ministère des actifs publics le département « gestion des gisements minéraux », responsable de la mise en œuvre de la politique économique des industries minières, de la cokéfaction et de la sidérurgie. Parallèlement, les travaux sur le projet d'amendement de la loi sur les départements de l'administration publique sont en cours, ils visent à **transférer les questions relatives à l'hydrogène, au gaz, aux carburants et à l'énergie atomique au ministre de l'industrie**.

- électricité

Selon les données de l'Agence du marché de l'énergie (ARE), **la production d'électricité en Pologne en 2023 est tombée à 166,4 TWh**, soit 7 % de moins que l'année précédente (179,5 TWh). La demande d'énergie a également baissé de 4,3 % pour s'établir à 170,1 TWh. Cette réduction trouve sa source dans la stagnation économique : le PIB du pays a augmenté de 0,2 % en 2023, contre 5,3 % en 2022. **En 2023, les sources d'énergie renouvelable ont fourni plus de 27 % de l'électricité produite dans le pays**. Il s'agit d'un record historique. La part du charbon est tombée à 60,5 %.

- charbon

En 2023, les mines polonaises ont extrait un total de 48,3 Mt de charbon et vendu 46,1 Mt, soit respectivement -8,5 % et -12 % en g.a. La production de charbon de l'année dernière a été la plus faible depuis que l'Agence du développement de l'Industrie enregistre les données (2007) et également la plus faible depuis la fin des années 1940.

La Commission européenne a approuvé le programme polonais de soutien aux employés des centrales électriques au charbon et des mines de lignite en cours de fermeture, d'une valeur de 300 M€ (loi du 17 août 2023, entrée en vigueur le 14 septembre). Ce programme s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord social conclu par le gouvernement avec les syndicats en décembre 2022. La mise en œuvre du programme durera dix ans (2034). À la fin de ce délai, la Pologne pourra demander une prolongation.

- gaz et pétrole

Le directeur régional de la protection de l'environnement de Gdansk a pris la décision de rendre immédiatement exécutoire la « décision environnementale » nécessaire à **la construction d'un terminal GNL flottant (FSRU) et d'un gazoduc offshore dans le bassin du port de Gdansk**. Le FSRU devrait avoir une capacité de 6,1 Mds m³. Il est prévu pour 2027/2028. La société Gaz-System a informé que la société japonaise Mitsui O.S.K. Lines livrera ce terminal.

- nucléaire

Orlen Synthos Green Energy et la filiale locale d'Hitachi vont collaborer sur le projet de construction d'un parc de réacteurs nucléaires BWRX-300. Mi-février, les deux entreprises ont annoncé la signature d'un mémorandum de coopération (informatique et ingénierie logicielle).

Energoprojekt-Katowice, Prochem et Summa Linguae sont les premières entreprises avec lesquelles la société américaine Bechtel a conclu des accords d'assistance technique pour la construction de la centrale située en Poméranie.

- renouvelables

La société Energa Operator a annoncé qu'elle prévoyait de réaliser plus de 220 investissements liés à l'expansion et à la modernisation du réseau à haute tension de 110 kV d'ici 2028. Elle prévoit d'y allouer 3,3 Mds PLN (768,8 M€). D'ici 2028, la capacité des EnR fonctionnant sur son réseau devrait dépasser 13 GW.

PGE Energia Odnawialna a signé des accords pour la construction de 14 fermes photovoltaïques d'une capacité totale de 180 MW d'ici 2026.

La société Atlas Ward Polska a été choisie par la société danoise Vestas pour construire une usine de nacelles et de moyeux de parcs éoliens offshore à Szczecin. Le "Vestas Assembly Hall" devrait être opérationnel en 2025 et employer environ 700 personnes.

Le Fonds national pour la protection de l'environnement et la gestion de l'eau (NFOŚiGW) prévoit de lancer un programme de soutien d'une valeur de 400 M PLN (93 M€) pour l'installation de petites éoliennes domestiques (« *mon éolienne* »). Les subventions pour l'achat de turbines pourraient atteindre 30 000 PLN (7000 €) et jusqu'à 50 % du coût.

Selon un nouveau [rapport](#) de WindEurope portant sur le développement de l'énergie éolienne terrestre et offshore en 2023 dans les pays de l'UE et dans l'ensemble de l'Europe, **la Pologne a été l'un des marchés ayant connu la croissance la plus rapide de l'éolien**, avec le lancement d'environ 1 GW de nouvelles capacités. Selon les prévisions de l'organisation, environ 970 MW d'énergie éolienne seront créés en Pologne en 2024 et, en 2025, environ 710 MW sur terre et, pour la première fois, 570 MW en mer. D'ici la fin de la décennie, la Pologne pourrait disposer de plus de 18,3 GW d'énergie éolienne onshore et de plus de 5 GW offshore.

- hydrogène

L'entreprise Synthos Dwory 7 et le Centre National de recherche et de développement (NCBiR) ont signé un contrat pour le financement du développement de solutions à hydrogène dans le cadre des projets importants d'intérêt européen commun (PIIEC). Le montant du soutien s'élève à 105 M PLN (24,4 M€). L'objectif de Synthos est de réaliser un électrolyseur d'une capacité annuelle de 1400 t avec un prix de production de l'hydrogène inférieur à 5€/kg.

Infrastructures de transport

En février, la société CPK a annoncé les appels d'offres pour les audits concernant (i) l'évaluation des calendriers pour la partie aéroportuaire et la partie ferroviaire (en ce qui concerne les lignes ferroviaires dites "Y"), (ii) l'étalonnage des niveaux de salaire et d'emploi, (iii) la mise en œuvre du programme socio-économique, (iv) l'activité de la société en ce qui concerne les travaux des conceptions de la composante ferroviaire et (v) le domaine financier.

Fin février, la société CPK a décidé d'annuler la procédure d'appel d'offres couvrant la vérification et l'évaluation des calendriers. Elle a informé que la procédure ne sera pas répétée à l'identique. Les domaines à auditer seront divisés et incorporés dans la procédure d'audit relative aux travaux des conceptions. Début mars, CPK a également décidé d'annuler la procédure d'appel d'offres relative à l'audit concernant les niveaux d'emploi et de rémunération.

Environnement

- émissions CO₂

Suite au communiqué de la Commission européenne concernant une réduction de 90 % des émissions nettes de GES d'ici à 2040, la vice-ministre du Climat et de l'Environnement, **Urszula Zielińska**, a indiqué que la Pologne a besoin de soutien en ce qui concerne la réalisation de la politique climatique. Elle a rappelé la nécessité de la prise en compte de sa situation de départ et de fonds pour renforcer son économie et **lutter contre la précarité énergétique, deux fois plus élevée que dans les autres États membres**. Elle a rajouté que **la Pologne voit « très peu d'espace pour accepter de nouveaux engagements »**.

- déchets

Le 7 février, La Commission européenne a décidé d'ouvrir une procédure d'infraction en envoyant une lettre de mise en demeure à la Pologne au motif qu'elle n'a pas transposé correctement la directive-cadre 2008/98/CE relative aux déchets. Il s'agit en particulier des dispositions relatives au régime de responsabilité élargie des producteurs, aux mesures visant à garantir le réemploi ou le recyclage des déchets et la prévention des déchets alimentaires, aux règles de suivi et aux programmes de collecte séparée des déchets et de prévention des déchets.

Lors d'une conférence de presse à mi-février, la vice-ministre du Climat et de l'Environnement Anita Sowińska a annoncé que la loi sur la mise en place d'un système de consigne serait

amendée, mais la date de sa mise en place ne serait pas repoussée. Le système devrait donc être mis en place le 1^{er} janvier 2025.

- adaptation au changement climatique

Le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (*NFOSiGW*) a prolongé jusqu'au 29 février l'appel à propositions pour le financement de projets en matière d'adaptation au changement climatique et prévention des catastrophes dans le cadre du Programme des Fonds Européens pour les Infrastructures, le Climat et l'Environnement 2021-2027 (*FEnIKS*). Les subventions sont adressées aux collectivités locales. L'enveloppe du programme s'élève à 500 M PLN (116 M€).

- qualité de l'air

Le 7 février, la Commission européenne a décidé d'ouvrir une procédure d'infraction en envoyant une lettre de mise en demeure à la Pologne au motif qu'elle n'a pas remédié aux manquements constatés dans la transposition de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles. La législation polonaise ne transpose pas correctement plusieurs dispositions de la directive, notamment certaines définitions essentielles, les règles relatives aux conditions de délivrance des autorisations intégrées et des autorisations portant sur les installations d'incinération et de co-incinération des déchets, ainsi que les dispositions relatives aux valeurs limites d'émission et les normes de qualité environnementale.

Transport

- ferroviaire

Le 21 février, **PKP PLK, gestionnaire du réseau ferroviaire, et Alstom Polska ont signé un contrat de deux ans visant à assurer la maintenance post-garantie de divers dispositifs de contrôle du trafic ferroviaire et de systèmes informatiques fabriqués par Alstom.** Ce partenariat souligne l'engagement d'Alstom à fournir des solutions de mobilité durable et à soutenir l'efficacité et la fiabilité de l'infrastructure ferroviaire polonaise. Selon les termes de l'accord, Alstom offrira un service d'assistance complet pour 328 gares et lignes réparties sur l'ensemble du territoire polonais.

Fin février, Siemens Mobility et Cargounit ont signé un contrat pour la livraison des 30 locomotives Vectron, 10 locomotives Smartron et 60 Vectrons en option pour un montant de 500 M€. C'est le plus grand contrat pour des locomotives multi-système jamais signé en Pologne. Les premières locomotives devraient être fournies en 2025. Pour rappel, Cargounit, société de leasing de locomotives, appartient au Fonds des Trois Mers (*Fundusz Trójmorza*) détenu à 80% par la Banque de développement polonaise (*BGK*).

PKP Intercity a dû annuler l'appel d'offres relatif à la fourniture de 38 rames à étage de type push-pull et de 45 locomotives multi-systèmes adaptées à une vitesse de 200 km/h. La seule offre, déposée par le consortium de Pesa et Newag, était sensiblement supérieure au budget. L'opérateur continue pourtant ses investissements et lancera en mai un appel d'offres pour la livraison des 50 rames électriques à étage qui pourraient rouler à une vitesse de 200 km/h.

Deux entreprises - TÜV Rheinland Polska et Arthur D. Little - ont soumissionné à l'appel d'offres lancé le 28 décembre dernier et relatif à la préparation d'un modèle de fonctionnement d'une entreprise en charge du matériel roulant pour la desserte du projet CPK. Il est à noter que cet AO est cependant suspendu en raison l'audit en cours commandé par le gouvernement actuel.

HONGRIE

Énergie

Le Premier ministre Viktor Orbán a reçu les dirigeants de BYD (constructeur automobile) afin d'évoquer l'investissement de l'entreprise chinoise à Szeged. Il a notamment mentionné à ses interlocuteurs que la Hongrie allait lancer d'importants travaux afin améliorer les infrastructures. De son côté, BYD a commencé la livraison à ses clients hongrois de leurs voitures, en vente depuis octobre 2023.

Marton Nagy, ministre de l'économie nationale, a une nouvelle fois exhorté l'UE à rentrer dans la course des subventions pour favoriser le développement industriel, la production de véhicules électriques et les avancées en matière de 5G, d'IA et de robotique. Il estime que l'Europe accumule du retard par rapport à la Chine et aux Etats-Unis.

Le ministère de l'économie nationale a annoncé la mise en place d'un conseil national sur les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance. Il aura pour mission de s'assurer que les réglementations européennes sont prises en compte, mais aussi de promouvoir une certaine autonomie et le respect des spécificités nationales dès lors que cela sera possible.

- électricité

L'opérateur du réseau électrique MAVIR a annoncé que les interconnexions allaient prochainement reprendre entre la Hongrie et l'Ukraine. Un système d'enchères quotidiennes va être mis en place à cette fin.

La consommation d'électricité a augmenté de 7,6% en janvier 2024, en g.a. L'augmentation de la consommation a débuté durant l'automne, du fait de prix plus faibles qui ont soutenu la demande des entreprises et, dans une moindre mesure, celle des ménages.

- gaz

La Croatie va doubler la capacité du gazoduc qui relie la Hongrie au terminal GNL de Krk. Le coût des travaux est estimé à 322 M€. Une fois les travaux terminés, la Hongrie pourra acheminer 3,5 Mds m³ de gaz par an depuis la Croatie. Actuellement, la Hongrie a un contrat pour 1,5 Mds m³, mais l'essentiel du gaz reste en Croatie en application d'un accord de swap.

En visite à Ankara, Péter Szijjarto a annoncé que MVM et BOTAS allaient prochainement signer un contrat pour l'achat et la livraison de 275 M m³ de gaz. Les premières livraisons devraient démarrer durant le deuxième semestre de l'année 2024.

Le groupe français Veolia a racheté une centrale électrique à cycle combiné à l'entreprise allemande Uniper. La centrale à gaz dispose d'une capacité installée de 430 MW. Du fait de sa flexibilité, la centrale joue un rôle important dans la régulation et l'équilibrage du réseau électrique.

- énergies fossiles

Márton Nagy a rencontré les représentants de l'association pétrolière MÁK pour évoquer les prix des carburants. Le ministre a insisté pour que les prix hongrois restent dans la moyenne régionale.

L'association des stations essences indépendantes (FBSZ) a déposé une plainte contre MOL auprès de l'autorité de la compétition GVH et des autorités européennes. FBSZ reproche à MOL de ne pas avoir fourni en pétrole certaines stations essence en 2021 et 2022, alors que le prix de l'essence était plafonné. MOL est légalement tenu de fournir les stations essences hongroises.

- énergies renouvelables

Le ministre de l'énergie Csaba Lantos a annoncé que la capacité totale installée de panneaux solaires dépassait désormais 6 000 MW.

Les centrales photovoltaïques ont atteint un record de production d'électricité le 16 février ; le précédent datait du 12 août 2023. Ces centrales – d'une capacité supérieure à 50 kW – ont produit 2 731 MWh. Entre temps, la capacité installée des centrales photovoltaïques a augmenté de 260 MW.

MET Group a débuté la construction de la centrale solaire Kaba 2, dans le comté d'Hajdú-Bihar. D'une capacité de 23 MW, la centrale devrait commencer à produire de l'électricité durant le deuxième semestre 2024.

L'entreprise Forrest-Vill a prévu de construire un centre de stockage énergétique de 20 MW, en partenariat avec MAVIR, l'opérateur du réseau électrique hongrois. D'un coût estimé à 8,5 Mds HUF (21,3 M€), il s'agira du plus important centre de stockage énergétique de Hongrie.

L'entreprise Solar FM a finalisé un investissement de 3 Mds HUF (7,5 M€) destiné à se doter de capacités de production de systèmes de fixations de panneaux solaires sur son site de Komlo. L'Etat hongrois et l'UE ont pris en charge près de la moitié des coûts de l'investissement.

Environnement

Un projet de référendum local a été lancé à Sóskút, dans le comté de Pest, au sujet de l'implantation d'une usine de recyclage de batteries par l'entreprise Andrada. L'initiative du référendum a été transmise par plusieurs membres du conseil municipal au comité électoral local, qui l'a validé. Cependant, **quelques jours plus tard, le gouvernement a finalement décidé de donner au projet le statut d'investissement prioritaire, ce qui rend de facto impossible tout recours à un référendum local.**

En 2022, les Hongrois ont produit un peu plus de 400 kg de déchets communaux par personne, contre 513 kg en moyenne dans l'UE. La même année, la Hongrie a recyclé en moyenne 140 kg de déchets communaux par habitant, contre environ 250 kg dans l'ensemble de l'UE.

L'entreprise chinoise Sunwoda a déposé une première demande de permis environnemental pour l'usine de batteries qu'elle prévoit de construire à Nyiregyhaza. Si le permis est validé, les travaux pourront débuter dans les prochains mois. Un autre permis sera nécessaire pour la seconde phase du projet. Sunwoda souhaite rassurer la population locale et a proposé de prendre part à un système de monitoring du sol, des eaux usées et de l'air, mis en place par la municipalité.

Le mois de février 2024 a été le plus chaud depuis 1900, date à partir de laquelle les relevés météorologiques ont débuté. De plus, le temps a été très sec et les précipitations mesurées par HungaroMet étaient près de 50% inférieures à la moyenne de ces dernières années.

Infrastructures

- urbaines

La ville de Szeged a étendu son réseau de chauffage urbain. Celui-ci permet désormais d'alimenter plus de 27 000 ménages et près de 500 établissements publics et entreprises.

Transport

- aérien

À partir du 14 mars 2024, Wizz Air va mettre en place des vols entre Debrecen et Istanbul. Des vols vers Antalya sont déjà disponibles depuis Debrecen, ce qui fera d'Istanbul la deuxième destination turque desservie depuis cette ville du nord-est de la Hongrie.

Wizz Air va également proposer 6 destinations supplémentaires depuis Budapest. Il s'agit de Brasov, Bruxelles, Bucarest, Erevan, Stuttgart et Valence.

- urbain

Uber pourrait faire son retour à Budapest. La firme américaine souhaite collaborer avec la compagnie de taxi Fotaxi pour revenir sur le marché hongrois. Uber s'était implanté sur le marché hongrois avant d'en partir en 2016 suite à différentes modifications de la réglementation introduites par le gouvernement sous la pression des compagnies de taxis locales.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Énergie

- nucléaire

En visite à Prague le 5 mars, le Président de la République s'est entretenu avec son homologue, Petr Pavel, puis avec le Premier ministre, Petr Fiala, sur la relation bilatérale franco-tchèque, et notamment sur **la coopération nucléaire.** Un « Forum franco-tchèque du nucléaire » était organisé durant la journée avec la participation de tous les acteurs majeurs de la filière nucléaire française (EDF, GDF, Framatome, Orano, ANR, CEA) et l'écosystème industriel et nucléaire tchèque (Confédération de l'Industrie, CPIA, SÚRO, Agence technologique tchèque,

CVUT). Après l'intervention des ministres responsables de l'énergie, MM. Lescure et Sikela, le chef de l'Etat a clôturé ce forum par une intervention soulignant la vision commune de la Tchéquie et de la France et le caractère stratégique d'un partenariat nucléaire axé sur la souveraineté énergétique de l'Europe.

Le même jour, **un accord industriel était signé entre CEZ et le français Orano qui se chargera désormais de l'enrichissement de l'uranium destiné à la centrale de Dukovany**, à la place du groupe russe TVEL. Cela vient s'ajouter au contrat signé fin 2023 entre les deux groupes sur des services d'enrichissement pour la centrale nucléaire de Temelin.

CP du groupe Orano : [Orano-CEZ](#)

- charbon

La production de charbon a enregistré une forte baisse de 15 % en 2023, soit un total de 30 M t de lignite et de houille extraites. Ces chiffres confirment la tendance d'un déclin progressif de l'exploitation minière.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce, Jozef Sikela, a déclaré qu'un projet de loi était en cours de préparation pour permettre une **« sortie contrôlée » du charbon d'ici à 2033**. En parallèle, l'homme d'affaires tchèque et propriétaire de Sev.en, Pavel Tykac, a affirmé que sa société **pourrait fermer dès le printemps 2025 ses deux mines de charbon (Vršany et ČSA) et ses centrales électriques de Počerady et de Chvaletic** (15% de la consommation nationale d'électricité) en raison de leur perte de compétitivité. Il met notamment en avant le prix élevé des quotas d'émission de carbone et les importations massives de gaz. **Un groupe de travail a été lancé au sein du ministère de l'Industrie et du Commerce** pour évaluer la situation sur le marché de l'énergie et l'impact de la fermeture de ces centrales sur le système électrique tchèque.

- efficacité énergétique

Le groupe Véolia Energie a racheté à CE Industries la société Advance Energo, spécialisée dans les solutions d'économie d'énergie pour les entreprises et les administrations publiques.

CP de Véolia : [Veolia-Advance Energo](#)

- consommation de gaz et d'électricité.

En 2023, la consommation nationale de gaz a enregistré une baisse de 10 % par rapport à 2022. Elle a atteint son niveau le plus bas depuis trente ans avec un volume total de 6,8 Mds m³. Cette diminution de la consommation se constate dans toutes les catégories de consommateur et tout particulièrement au sein des ménages. Selon l'office de régulation de l'énergie (ERU), l'essentiel du gaz a été importé via l'Allemagne tandis que **8 % provenait de Russie**. La consommation nette d'électricité a diminué de 4 % en 2023, atteignant 58 TWh.

- stockage d'électricité

Le ministère de l'Environnement a identifié **six sites adaptés à la construction de nouvelles centrales hydroélectriques de pompage-turbinage** permettant de stocker de l'électricité. Le potentiel estimé de ces sites permettrait le doublement de la capacité actuelle des quatre centrales existantes (1,2 GW). **CP du ministère de l'Environnement :** [MZP](#)

- hydrogène

L'entreprise des transports d'Ostrava a renoncé pour des raisons budgétaires à ses plans de mobilité hydrogène en annulant l'appel d'offres pour l'acquisition de 10 bus à hydrogène et la construction d'une station de recharge. La priorité sera donnée aux bus électriques dans le cadre du renouvellement de sa flotte. La région de Moravie-Silésie est également en train de reconsidérer son plan initial d'exploitation de 300 bus à hydrogène pour raisons économiques.

Transports et infrastructures

- ferroviaire

Ouverture à la concurrence : La Cour administrative suprême a définitivement confirmé l'amende de 274 M CZK (10,8 M€) prononcée par l'Office de protection de la concurrence à

l'encontre de České dráhy pour abus de position dominante. Lors de deux appels d'offres relatifs à l'attribution des lignes Pardubice - Liberec et Plzeň - Most pour la période 2005-2014, l'opérateur historique a sous-évalué à dessein ses offres afin d'obtenir les marchés sur ces lignes.

Le système du **billet unique OneTicket** reconnu par l'ensemble des opérateurs et mis en place en 2021 après de nombreuses années d'opposition de l'opérateur historique České dráhy, a enregistré en 2023 une hausse de 2,7 % du nombre de tickets vendus (2,54 M) par rapport à 2022. Les recettes ont augmenté de 22 %. Les lignes les plus fréquentées avec le billet unique sont Pardubice - Hradec Králové et Děčín – Ústí nad Labem.

- routier

Le **système de péages** routiers a généré en 2023 des revenus record de l'ordre de 14,9 Mds CZK (610 M€) en hausse de 0,41 % par rapport à 2022. 53 % des recettes perçues en 2023 proviennent de transporteurs étrangers, notamment polonais, slovaques, roumains et hongrois. L'entrée en vigueur en mars 2024 de la taxe poids lourds liée aux émissions de CO₂, va entraîner une augmentation des tarifs de 10 à 15 % en fonction de la classe d'émissions. Les routes soumises à péage représentaient une longueur totale de 2 840 km en 2023.

- urbain

Le projet de téléphérique urbain reliant le zoo de Prague à la rive opposée, pour lequel l'étude de faisabilité avait été élaborée par Egis Rail en 2017, n'a pas reçu d'avis favorable à l'issue du processus d'évaluation de l'impact sur l'environnement (EIE). Le projet a été jugé inacceptable en termes d'effets sur le paysage (bassin de Troja) et sur le patrimoine culturel.

- aérien

La reprise du trafic dans l'espace aérien tchèque est nettement plus lente que la moyenne européenne. Selon le service de contrôle du trafic aérien (ŘLP), le nombre de vols s'est établi en 2023 à 621 000 (+13 % par rapport à 2022), soit 74 % du niveau de l'année 2019, alors que la moyenne européenne s'élève à 90 % du trafic en 2019. L'impact de la guerre en Ukraine (interdiction des survols des avions russes et biélorusses, activité minimale des opérateurs ukrainiens) et le déplacement des principaux flux de trafic aérien vers le sud de l'Europe en sont la principale cause selon ŘLP. L'absence des transporteurs en provenance de ces pays représente une diminution d'environ 200 vols par jour.

Le principal groupe aérien tchèque Smartwings (auquel appartient Czech Airlines) est à nouveau entre les mains tchèques. Les actionnaires et fondateurs tchèques, Jiří Šimáně et Roman Vik, ont racheté, via leur entreprise Prague City Air, la participation de 49,92% détenue par la société chinoise Rainbow Wisdom Investment du groupe CITIC.

SLOVAQUIE

Énergie

- électricité

Fin février, Fuergy, startup technologique slovaque dans le domaine énergétique, a installé dans le parc industriel de Banská Bystrica (74 000 habitants, Slovaquie centrale) une batterie de stockage intelligente (2,7 MW). Fuergy fournira ses services de régulation primaire à l'opérateur du réseau de transmission slovaque, SEPS, pour maintenir l'équilibre du réseau.

- gaz

Mi-février, la société suisse Leclanché, l'un des leaders mondiaux du stockage d'énergie, et le fabricant slovaque d'équipements et de matériels électriques, Tesla Liptovský Hradok, ont fourni à la centrale à gaz de Veolia à Levice le système et le logiciel avancé de gestion de l'énergie ainsi que le système de Leclanché de stockage d'énergie intégré (5,2 MW et 2,9 MW). Cette installation permet notamment à la centrale de se conformer aux normes européennes pour le contrôle secondaire de fréquence. *Plus d'informations :* [Leclanché](#)

- nucléaire

Le 16 février, l'Université technique de Slovaquie, l'entreprise française Framatome et le ministère de l'Economie, représenté par son secrétaire d'Etat à l'énergie, ont signé un mémorandum de coopération. Cet accord vise à développer des activités communes de formation et de recherche dans le domaine des technologies nucléaires. Il contribue au soutien du développement de l'énergie nucléaire civil en Europe, essentielle pour atteindre la neutralité carbone et notre souveraineté industrielle. *Plus d'informations :* [STU](#)

Fin février, **Slovenske elektrarne a annoncé la fin des travaux de construction de la quatrième unité de la centrale de Mochovce** (sixième réacteur du pays) et le début de la phase de test. Elle devrait s'achever d'ici la fin du premier semestre 2025. S'il réussit tous les tests et obtient les autorisations nécessaires auprès de l'Autorité de sûreté nucléaire, le réacteur devrait rentrer en service au cours du second semestre 2025. Pour rappel, sa puissance installée initiale s'élève à 471 MW (535 MW à terme), permettant de couvrir 13 % de la consommation d'électricité du pays.

Fin février, **le Premier ministre Robert Fico a évoqué son souhait de construire une nouvelle centrale nucléaire d'une puissance installée supérieure à 1 000 MW**. Selon ses propos, une telle centrale devrait permettre d'éviter toute pénurie d'électricité. Selon lui, cette décision est difficile, mais elle doit être prise. À l'heure actuelle, le premier ministre n'a pas annoncé le modèle de financement de ce projet onéreux.

Le 22 février, Slovenske elektrarne, en coopération avec Westinghouse, a organisé un forum sur le combustible nucléaire pour les réacteurs à eau pressurisée VVER 440 et VVER 1000. Étaient présents les représentants des sociétés Energoatom (UA), Fortum (FI), CEZ (CZ), JE Kozloduy (BG) et MVM Paks (HU) pour échanger sur leur expérience du combustible nucléaire fourni par Westinghouse. La société ukrainienne Energoatom opérant le réacteur VVER 440 à Rivne est en train de tester les premières livraisons du combustible. Pour mémoire, Slovenske elektrarne opère seulement des réacteurs VVER 440. *Plus d'informations :* [SE](#)

Le 4 mars, la réunion de l'Alliance européenne du nucléaire a été organisée en marge du Conseil « Énergie ». 14 États membres étaient représentés à cette occasion dont la Slovaquie via son secrétaire d'Etat à l'énergie, Kamil Sasko. Ce dernier a exprimé son soutien à la nouvelle alliance européenne pour les petits réacteurs nucléaires.

- énergies renouvelables

Selon les dernières données d'Eurostat publiées en février, **la part de l'énergie provenant de sources renouvelables a atteint 17,5 % en 2022** (23 % en moyenne dans l'UE). Cette part a progressé de 7,4 points en dix ans. Dans les transports, la part d'énergie provenant de sources renouvelables était de 8,9 % (9,6 % en moyenne dans l'UE). Concernant l'électricité, 22,9 % provenait de sources renouvelables (41,2 % en moyenne dans l'UE). Si la part moyenne dans l'UE a progressé de 14,4 points pendant la période 2013-2022, celle en Slovaquie n'a progressé que de 2,1 points.

- hydrogène

Dans le cadre du troisième projet important d'intérêt européen commun (PIIEC), la Commission européenne a autorisé le soutien aux infrastructures relatives à l'hydrogène. Parmi les 33 projets de ce PIIEC « Hy2Infra », on retrouve notamment celui porté par la société semi-publique Eustream (contrôle managérial assuré par la société tchèque EPH) chargée du transit du gaz à travers le territoire slovaque. **La société envisage l'adaptation de l'un ses gazoducs pour permettre le transport de l'hydrogène**. Ce projet devrait contribuer à la décarbonation de l'industrie slovaque, au développement du marché de l'hydrogène et à la sécurité de ses livraisons dans l'UE. *Plus d'informations :* [EC](#)

Transport

En 2023, le transport de passagers a représenté 686 M de personnes. Malgré une hausse de 12,6 % en g.a., cela reste en deçà des 701 M de personnes transportées en 2019. Le transport routier de passagers représente 89,3 % du trafic total. En 2023, il a atteint 612 M de passagers (+13,3 % en g.a., +1,1 % par rapport à 2019), dont 421 M de passagers pour le seul transport

municipal (+22,2 % en g.a., +10,4 % par rapport à 2019). Le transport ferroviaire a atteint 73 M de passagers (+7,2 % en g.a., - 11,2 % par rapport à 2019).

Le transport de marchandises s'est établi à 220 M t en 2023 (-3,8 % en g.a., -22,5 % par rapport à 2019). Le transport routier a atteint 157 M t (+1 % en g.a., +7,3 % par rapport à 2019) et représente 71,3% du transport total de marchandises. Le transport ferroviaire s'est établi à 38 M t (+1,9 % en g.a., +4,2 % par rapport à 2019) et représente 17,2 % du transport total. Les autres modes de transport dont le transport fluvial et aérien n'ont atteint que 25 M t (-30,2 % en g.a., -61 % par rapport à 2019).

- routier

La Société nationale des autoroutes a vendu l'année dernière 4,9 M de vignettes autoroutières, soit une hausse de 5 %. Les ventes ont atteint 106,8 M€, en croissance de 20 % en g.a. La vignette de 365 jours s'est révélée être la plus rentable (55,5 M€, 1 M de vignettes) tandis que les vignettes de 10 jours étaient les plus répandues (29,4 M€, 2,9 M de vignettes).

La municipalité de Lucenec (sud de la Slovaquie centrale, 26 000 habitants) a lancé en février un appel d'offres pour le transport public municipal pour une durée de dix ans (225 000 km/an). La valeur estimée de ce marché s'élève à 9 M€. Les intéressés doivent déposer leur offre avant le 18 mars. *Plus d'informations :* [AO](#)

A partir du 15 mars, la Slovaquie se joindra au Service européen de télépéage. La Société nationale des autoroutes (NDS) a signé des contrats avec quatre prestataires internationaux de ce service, à savoir les sociétés tchèques Eurowag et ITIS, la société italienne Telepass et la société allemande Toll4Europe. Selon NDS, le système européen renforcera la concurrence dans le système de télépéage sur le territoire slovaque, libéralisera le marché et apportera plus de services aux transporteurs.

- ferroviaire

La société privée ZOS Trnava a conclu mi-février un contrat avec la société ferroviaire publique autrichienne Rail Cargo Austria Aktiengesellschaft pour la réparation de ses wagons. Le volume de travaux prévus pour cette année s'élève à 144 wagons pour un coût de 50 M€. Les prochaines années, le nombre de wagons réparés devrait osciller entre 800 et 1 000 par an. Le contrat contient également des options définissant le cadre de coopération des sept prochaines années.

La société autrichienne Strabag a proposé l'offre la plus basse pour la reconstruction de 10 km de rails en Slovaquie centrale (37,8 M€). Les rails se trouvent dans un très mauvais état ce qui ralentit la circulation. Grâce à la reconstruction, les trains devraient diminuer le temps de trajet de 14 à 9 minutes. La vitesse maximale de 80 km/h reste inchangée.

Environnement

L'institut météorologique slovaque, SHMU, confirme que **le mois de février 2024 a été extrêmement chaud**. Par rapport à la température moyenne des années 1991 – 2020, la hausse a varié entre 4,8 °C pour la station météorologique sur le sommet Lomnický štít et 7,3 °C pour les stations de trois municipalités slovaques. La température moyenne de février a été la plus élevée dans deux municipalités – un quartier de Bratislava et Hurbanovo dans le sud. Pour les deux, la température moyenne mensuelle était de 9,1°C. Le 27 février, la température a dépassé le seuil de 19°C dans 10 municipalités.

LITUANIE

Énergie

- offshore

Des étapes franchies dans le développement des parcs éoliens offshore lituaniens. Le Conseil national de régulation de l'énergie a formellement donné son accord à Ignitis et OceanWinds pour commencer la construction du premier parc éolien offshore, au large de Palanga. Mi-janvier, un appel d'offres a été lancé pour le second parc éolien offshore de 700 MW, également à un prix subventionné de l'électricité entre 64,31 et 107,18€ le MWh. La date de remise des offres a été fixée au 15 avril. De son côté, le port de Klaipėda a annoncé un appel

d'offres international pour l'aménagement des quais en vue de la construction des deux parcs offshores. Les nouveaux quais, qui occuperont une surface de 21ha, permettront l'assemblage, la manutention et le stockage des éoliennes.

- hydrogène

Le ministère de l'énergie revisite à la hausse ses ambitions pour l'hydrogène renouvelable. Le ministère de l'énergie a révisé le projet de lignes directrices pour le développement de l'hydrogène renouvelable en Lituanie en 2024-2050 et soumet à nouveau le document à l'examen du gouvernement. Ces lignes directrices définissent des objectifs quantifiés d'ici 2030 et des orientations générales d'ici 2050. Les objectifs de court terme sont largement revus à la hausse : il s'agit, d'ici 2030, de disposer d'une capacité d'au moins 1300 MW d'électrolyse pour une production annuelle de 129 000 t, contre respectivement 350 MW et 34 000 t indiqués dans la version de l'année dernière. La Lituanie ne produit pas actuellement d'hydrogène renouvelable, mais le danois European Energy y a récemment annoncé un investissement de 400 M€ pour la construction d'une centrale d'hydrogène et de méthanol – la plus grande d'Europe nordique et balte, selon l'entreprise – tandis que le port de Klaipėda compte disposer de sa propre capacité de production en 2025.

Transport

La Lituanie en retard sur l'utilisation d'énergies renouvelables dans les transports. D'après des données récemment publiées par Eurostat, l'énergie utilisée par les transports lituaniens en 2022 provenait à 6,7% de sources renouvelables, et à 93,3% de sources fossiles. La part des énergies renouvelables est de 9,6% en moyenne dans l'UE. La Lituanie fait partie des États membres avec le taux le plus faible. Ce retard est particulièrement criant en matière d'électrification : l'électricité ne représente que 0,08% de l'énergie consommée dans le secteur du transport en Lituanie.

- maritime

Le trafic de marchandises repart à la hausse à Klaipėda. Le port de Klaipėda a vu son trafic total augmenter de 13% en janvier en g.a., à 3,13 Mt contre 2,77 Mt en janvier 2023. Cette augmentation est principalement tirée par le trafic de vrac sec (+24%) avec notamment +33% pour les produits agricoles, de conteneurs (+18%), et de roulier (+18%). Le trafic de vrac liquide accuse quant à lui une baisse de 8%, avec en particulier une chute de 16% pour le pétrole.

Infrastructures

- sportives

Stade national : le Conseil municipal de Vilnius approuve une nouvelle version du projet. Le 28 février, le Conseil municipal a largement voté en faveur de plusieurs changements apportés au projet de construction du stade national, qui incluent un espace supplémentaire pour des événements sportifs et culturels et 3000 places supplémentaires. Le projet, dont le coût total est porté à 157,2 M€, devrait être achevé en 2026. La municipalité doit encore obtenir l'approbation du service des marchés publics et de la Commission européenne pour que la société de promotion immobilière Hanner, qui a récemment repris le projet, puisse redémarrer les travaux. D'après un récent sondage, une large majorité (68%) des résidents de la capitale soutient la construction du stade, malgré l'augmentation des coûts.

LETONIE

Énergie

Le gestionnaire du réseau de transport d'électricité, JSC « Augstsprieguma Tīkls » (AST), a signé un accord avec la société allemande Rolls-Royce Solutions pour la fourniture et l'installation d'un système de stockage d'énergie par batterie (BESS). Le montant du contrat est estimé à 70,07 M€. Plus d'informations : [AST](#)

Infrastructure

La construction de la première des huit sections du Rail Baltica Riga Central Hub vient d'être achevée. Elle comprenait le démantèlement de certains éléments d'infrastructure, ainsi que la

relocalisation et la reconstruction de l'équipement de signalisation et de communication existant. Plus de 100 km de câbles de signalisation ferroviaire, 43 km de nouveaux réseaux de câblage de télécommunication et d'électricité, ainsi que plusieurs kilomètres de canalisations d'eau ont été posés. Une sous-station électrique située près de la gare centrale de Riga a également été mise en service pour alimenter la zone et fournir l'électricité nécessaire à l'infrastructure de Rail Baltica. *Plus d'informations :* [EDZL](#)

En 2023, le volume de construction a progressé de 18,9 % par rapport à 2022. La construction de bâtiments a augmenté de 26,8%, les activités de construction spécialisées ont progressé de 17,8% et les travaux du génie civil de 10,8%. Dans le domaine du génie civil, la croissance est due à une augmentation de 52,4 % de la construction d'infrastructures urbaines, de 32,4 % des autres activités de génie civil ainsi qu'à une augmentation de 22,7 % de la construction de routes et de chemins de fer. Parmi les activités de construction spécialisées, une augmentation notable a été enregistrée dans les activités d'installation électrique, de plomberie et d'autres activités de construction. Cependant, la production dans le domaine de l'achèvement et de la finition des bâtiments a diminué de 4,7%. *Plus d'informations :* [Oficiālās statistikas portāls](#)

Transport

La compagnie aérienne airBaltic s'apprête à construire à l'aéroport de Riga un nouveau hangar de fret, Baltic Cargo Hub. La surface totale du hangar sera de 6900 m³, dont 5 000 m³ d'espace de manutention de fret et environ 2 000 m³ d'espace de bureau. Le projet, dont le montant n'a pas encore été divulgué, devrait être réalisé dans un délai de douze mois. Le nouveau hub sera équipé de matériel de manutention semi-automatique de pointe, améliorant considérablement l'efficacité de la manipulation du fret. Il disposera également de salles spéciales pour les produits pharmaceutiques et les produits périssables, ainsi que d'installations pour les marchandises dangereuses, les animaux vivants et les envois de valeur. Cette initiative vise à augmenter la capacité de manutention de l'aéroport de Riga et à renforcer le rôle d'airBaltic en tant que principal transporteur de fret aérien et postal. *Plus d'informations :* [RIX](#)

Environnement

Selon les règlements adoptés par le Conseil municipal de Riga, **à partir du 1^{er} janvier 2026, aucune autorisation pour l'installation d'une nouvelle chaudière à gaz sera délivrée**, à moins qu'il existe une justification économique adéquate. Les autorisations délivrées dans l'intervalle pourront être utilisées pendant une durée de cinq ans à compter de la date de délivrance. Cela signifie que de nouvelles chaudières à gaz pourront être installées jusqu'en 2031. Pour information, le Conseil municipal de Riga a déjà adopté des règlements sur la zonation de la pollution atmosphérique et, depuis 2019, des exigences relatives à l'utilisation du charbon pour le chauffage dans toutes les zones de la ville sont en vigueur.

ESTONIE

Énergie

Le ministère du Climat annonce un plan de développement de l'éolien. Afin d'atteindre les objectifs climatiques estoniens, le ministre du Climat, Kristen Michal, a annoncé un plan de subventions pour la construction de parcs éoliens, avec l'instauration de prix planchers pour l'éolien onshore et offshore. Selon le plan, 4 TWh de production sont attendus d'ici 2029 et 4 TWh de production en mer d'ici 2033 - donc **2 TWh de plus que ce qui était prévu dans un plan publié au mois d'octobre 2023 par le ministère**. Les subventions seraient à hauteur de 100 M€ par an pendant 12 ans pour l'éolien onshore (soit 1,2 Md€ en tout) et du même montant pour l'éolien offshore pendant 20 ans (2 Mds€). Pour rappel, l'Estonie a l'ambition de produire 100% de son électricité à partir de sources renouvelables à l'horizon 2030.

Matières premières

Eesti Energia, entreprise d'Etat chargée de la production d'énergie, envisage le minage des phosphorites en Estonie. Le pays jouit de la plus grande quantité de phosphorites en Europe, matériau stratégique qui revêt une importance critique au vu de sa teneur en terres rares.

L'entreprise cherche à diversifier sa production en raison du faible niveau de rentabilité de l'exploitation d'énergie fossile. Les dépréciations financières des centrales électriques à base

de schiste bitumineux, en partie exploitée par Eesti Energia, ont conduit l'entreprise à enregistrer une perte nette de 376 M€ en 2023.

Infrastructures

- ferroviaires

Eesti Raudtee, entreprise en charge de la gestion des rails estoniens, prévoit de réaliser des améliorations sur le réseau afin de permettre aux trains d'atteindre la vitesse de 160km/h. Actuellement, les trains régionaux circulent principalement à une vitesse de 120km/h : à titre de comparaison, les TER français roulent entre 100 et 200km/h selon les lignes tandis que les TGV atteignent jusqu'à 320km/h. Les 180km qui séparent Tallinn de Tartu, deuxième ville du pays, sont actuellement parcourus en 2h20. Dès la fin de l'année 2024, le trajet pourrait être réalisé en 1h50, voire 1h30.

Selon la Cour des comptes, 126 M€ seront nécessaires pour mener à bien ces travaux d'ici 2028, ce qui est contesté par le ministère du Climat et ELRON, l'opérateur des trains de passagers. Les trains fonctionnant encore au diesel, les lignes sont également en cours d'électrification pour aller au-delà de 160 km/h.

- oléoducs

Elering, entreprise d'Etat chargée des infrastructures électriques, s'interroge sur le destin des oléoducs estoniens de Narva et Värskä, deux villes à la frontière russe. Ces derniers étaient principalement utilisés pour le transport du gaz russe et leur utilité est d'autant plus affaiblie que la consommation de gaz a diminué de 30 à 40%. Or, la maintenance de ces infrastructures coûterait environ 200 M€ sur le long-terme. De plus, le parc, vieillissant, aurait une espérance de vie restante de 10 à 15 ans, et un éventuel (coûteux) remplacement devra être décidé bien en amont de cette échéance.

Suite à cette annonce, Eesti Energia et Eesti Gaas ont critiqué l'idée d'un potentiel abandon de cette structure, Eesti Energia ayant pour projet de bâtir une usine à gaz générant électricité et chaleur. Eesti Gaas s'est même déclarée prête à s'occuper de la maintenance des pipelines.

Fonds européens

Si l'intérêt des entreprises de la région d'Ida-Virumaa (au Nord-Est du pays) pour les fonds européens était limité en 2023 avec seulement 14% des fonds utilisés début décembre, il est en forte hausse cette année. Plus de 40 entreprises, principalement des zones urbaines, ont candidaté pour les 170 M€ disponibles. La majorité des projets sont en lien avec le logement, et le secteur du tourisme a demandé 40 M€ pour le développement d'hôtels et des loisirs.

Agenda

4-5 mars 2024	Forum des collectivités territoriales , à Mikołajki
4-8 mars 2024	French Mobility Days 2024 - Pologne et Roumanie , à Varsovie et Bucarest
5-7 mars 2024	Rencontres d'affaires avec les acheteurs du secteur de la Biomasse et de l'Energie 2024 - Pologne , en ligne et à Varsovie
11-14 mars 2024	French Defense, Security & Cybersecurity Tour 2024 - République tchèque, Slovaquie et Roumanie , à Prague et Bucarest
13 mars 2024	European Rolling Stock Forum 2024 , à Varsovie
14 mars 2024	Lancement de la 11 ^{ème} édition du projet Eco-Miasto, à Varsovie
18-22 mars 2024	Baltic Nuclear Energy Forum , à Gdańsk
20-22 mars 2024	XII Fracht Forum , à Sopot
20-22 mars 2024	Hydrogen Days , à Prague
27 mars 2024	Conférence sur l'énergie « Energetika 2024 » , à Riga
17 avril 2024	Baltic Logistics & Manufacturing Symposium 2024 , à Riga
25 avril 2024	Conférence sur l'énergie éolienne « WindWorks. Connecting industries » , à Riga
8-10 mai 2024	Forum économique EEC 2024 , à Katowice
15-16 mai 2024	Forum Impact 2024 , à Poznan
22-24 mai 2024	Forum économique franco-balte, Riga et Vilnius
10-13 juin 2024	French Water Tour 2024 - Pologne et Roumanie , à Varsovie et Bucarest
20-21 juin 2024	Conférence « Circular Economy in Practice » , à Ostrava
1 ^{er} juillet 2024 – 31 décembre 2024	<i>Présidence hongroise du conseil de l'UE</i>
1 ^{er} janvier 2025 – 30 juin 2025	<i>Présidence polonaise du conseil de l'UE</i>

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie
Rédaction : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga et ses antennes de Vilnius et Tallin

Abonnez-vous : noemie.piaskowski@dgtresor.gouv.fr